

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Municipalité de Saint-Mathieu-de-Beloeil | 57045 |

ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Lyne Rivard, atteste la véracité du Rapport financier consolidé de Municipalité de Saint-Mathieu-de-Beloil pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020.

[Originale signée]

Signature _____ Date 7 juin 2021

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	4
État consolidé de la situation financière	5
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État consolidé des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	8
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	22
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	23
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	24
Situation financière par organismes	25
Charges par objets	26
Excédent (déficit) accumulé	27
Avantages sociaux futurs	31

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	42
Analyse des charges consolidées	54

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil de la Municipalité de Saint-Mathieu-de-Beloeil

Opinion

J'ai effectué l'audit des états financiers consolidés de la Municipalité de Saint-Mathieu-de-Beloeil (l'° « entité »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2020 et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs nets et des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À mon avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Municipalité de Saint-Mathieu-de-Beloeil au 31 décembre 2020, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation des actifs nets et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice terminé à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

J'ai effectué mon audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Je suis indépendant de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à mon audit des états financiers au Canada et je me suis acquitté des autres responsabilités déontologiques qui m'incombent selon ces règles. J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

J'attire l'attention sur le fait que la Municipalité de Saint-Mathieu-de-Beloeil inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages 11 et 18 portent sur l'établissement de l'excédent de l'exercice et la ventilation de l'excédent accumulé à des fins fiscales. Mon opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers.

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider l'entité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de l'entité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers

Mes objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant mon opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, j'exerce mon jugement professionnel et fais preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- J'identifie et évalue les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, conçois et mets-en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunis des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder mon opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- J'acquies une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité;
- J'apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- Je tire une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'entité à poursuivre son exploitation. Si je conclus à l'existence d'une incertitude significative, je suis tenu d'attirer

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

L'attention des lecteurs de mon rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Mes conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de mon rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener l'entité à cesser son exploitation;

- J'évalue la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécie si les états financiers représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;

- J'obtiens des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe et assume l'entière responsabilité de mon opinion d'audit.

Je communique aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et mes constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que j'aurais relevée au cours de mon audit.

[Original signé par]

Daniel Tétreault CPA inc.
Amos, le 19 mai 2021

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Réalizations	
		2020	2019
Revenus			
Taxes	1	5 693 110	5 669 240
Compensations tenant lieu de taxes	2		
Quotes-parts	3	1 551 934	1 176 515
Transferts	4	739 538	270 497
Services rendus	5	413 213	902 149
Imposition de droits	6	431 253	507 671
Amendes et pénalités	7	92 339	90 820
Revenus de placements de portefeuille	8		
Autres revenus d'intérêts	9	120 874	110 377
Autres revenus	10	122 094	(24 761)
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11		
Effet net des opérations de restructuration	12		
	13	9 164 355	8 702 508
Charges			
Administration générale	14	886 583	749 723
Sécurité publique	15	2 410 540	2 318 269
Transport	16	1 853 622	2 001 667
Hygiène du milieu	17	1 861 319	1 603 562
Santé et bien-être	18		
Aménagement, urbanisme et développement	19	248 371	234 921
Loisirs et culture	20	316 739	297 408
Réseau d'électricité	21		
Frais de financement	22	670 759	665 570
Effet net des opérations de restructuration	23		
	24	8 247 933	7 871 120
Excédent (déficit) de l'exercice	25	916 422	831 388
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice			
Solde déjà établi	26	32 483 910	31 375 279
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27		277 243
Solde redressé	28	32 483 910	31 652 522
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29	33 400 332	32 483 910

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	3 961 660	1 580 898
Débiteurs (note 5)	2	6 001 161	7 426 940
Prêts (note 6)	3		
Placements de portefeuille (note 7)	4	2 301 097	2 292 875
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	12 263 918	11 300 713
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10		
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	933 378	847 169
Revenus reportés (note 12)	12	332 443	299 660
Dette à long terme (note 13)	13	24 739 113	25 663 306
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	60 274	63 711
Autres passifs (note 14)	15		
	16	26 065 208	26 873 846
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 15)	17	(13 801 290)	(15 573 133)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 16)	18	47 145 615	47 670 438
Propriétés destinées à la revente (note 17)	19		
Stocks de fournitures	20	49 346	48 933
Autres actifs non financiers (note 18)	21	6 661	337 672
	22	47 201 622	48 057 043
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	33 400 332	32 483 910

Obligations contractuelles (note 19)
Droits contractuels (note 20)
Passifs éventuels (note 21)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Réalizations	
		2020	2019
Excédent (déficit) de l'exercice	1	916 422	831 388
Variation des immobilisations			
Acquisition	2 (	1 115 191)	(2 061 097)
Produit de cession	3	678	112 894
Amortissement	4	1 640 014	1 612 635
(Gain) perte sur cession	5	(678)	91 547
Réduction de valeur / Reclassement	6		
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7		
	8	524 823	(244 021)
Variation des propriétés destinées à la revente	9		
Variation des stocks de fournitures	10	(413)	211
Variation des autres actifs non financiers	11	331 011	(333 093)
	12	330 598	(332 882)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	13		
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	14		3
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	15	1 771 843	254 488
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	16	(15 573 133)	(16 104 821)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	17		277 200
Reclassement de propriétés destinées à la revente	18		
Solde redressé	19	(15 573 133)	(15 827 621)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	20	(13 801 290)	(15 573 133)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	916 422	831 388
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement (note 16)	2	1 640 014	1 612 635
Autres			
▪	3	(678)	91 547
▪	4		
	5	2 555 758	2 535 570
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	1 425 779	757 188
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	86 209	(701 912)
Revenus reportés	9	32 783	(48 176)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(3 437)	3 717
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	(413)	211
Autres actifs non financiers	13	331 011	(333 093)
	14	4 427 690	2 213 505
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(1 115 191)	(2 061 097)
Produit de cession	16	678	112 894
	17	(1 114 513)	(1 948 203)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	(8 222)	()
Cession	21		457 125
	22	(8 222)	457 125
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	23	1 194 123	2 654 754
Remboursement de la dette à long terme	24	(1 952 136)	(2 078 160)
Variation nette des emprunts temporaires	25		(2 129 220)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(166 180)	220 956
Autres			
▪	27		
▪	28		
	29	(924 193)	(1 331 670)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	2 380 762	(609 243)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	31	1 580 898	2 128 743
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	32		61 398
Solde redressé	33	1 580 898	2 190 141
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	34	3 961 660	1 580 898

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

1. Statut de l'organisme municipal

La Municipalité est constituée en vertu du Code municipal du Québec. Elle est dirigée par un conseil.

2. Principales méthodes comptables**Base de présentation**

La direction est responsable de la préparation des états financiers consolidés (ci-après les « états financiers ») de la municipalité, lesquels sont établis selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public (ci-après les « normes comptables »).

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au Manuel de la présentation de l'information financière municipale publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation. Celles-ci comprennent l'excédent (le déficit) de l'exercice à des fins fiscales présenté aux pages 11 et 12 et la ventilation de l'excédent (du déficit) accumulé à des fins fiscales présentée aux pages 13 et 18.

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers consolidés présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la municipalité. Ils incluent aussi les actifs, les passifs, les revenus et les charges consolidés ligne par ligne des organismes contrôlés faisant partie du périmètre comptable. Les organismes contrôlés qui constituent une entreprise municipale en vertu des normes comptables sont présentés dans les états financiers selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation.

a) Périmètre comptable

S.O.

b) Partenariats

Le périmètre comptable de la municipalité comprend les organismes municipaux suivants dans les proportions indiquées :

	Consolidation ligne par ligne
La Régie intermunicipale d'aqueduc du Bas-Richelieu	20,11 %
La Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent	1,66 %
La Régie intermunicipale de sécurité incendie de la Vallée-du-Richelieu	5.0226 %

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilité des transactions aux livres de la Municipalité et des organismes contrôlés, s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments présentés à titre d'actifs financiers, de passifs, d'actifs non financiers, de revenus et de charges sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

Utilisation d'estimations

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Dans le cadre de la préparation des états financiers consolidés, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, la direction doit établir des estimations et des hypothèses qui ont une incidence sur les montants des actifs et des passifs présentés et sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers consolidés, ainsi que sur les montants des revenus et des charges constatés au cours de la période visée par les états financiers consolidés. Parmi les principales composantes des états financiers exigeant de la direction qu'elle établisse des estimations figurent la provision pour créances douteuses sur les débiteurs, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, les durées de vie utiles des actifs à long terme, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, des contestations d'évaluation et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et du passif au titre des avantages sociaux futurs. Les résultats réels pourraient varier par rapport à ces estimations.

C) Actifs

Les actifs se composent des deux grandes catégories suivantes :

a) Actifs financiers

Les actifs financiers de la municipalité sont les ressources financières pour faire face aux obligations existantes et financer les activités futures.

Elles sont classées par grandes catégories :

La trésorerie et les équivalents de trésorerie;

Les débiteurs;

Les prêts;

Les placements de portefeuille;

Les propriétés destinées à la revente au cours de l'exercice subséquent;

Les participations dans des entreprises municipales et partenariats commerciaux;

Les actifs au titre des avantages sociaux.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la Municipalité consiste à présenter, dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible ainsi que les marges de crédit servant à combler les déficits de caisse.

Placements de portefeuille

Les placements au titre d'investissements sont présentés au coût et dépréciés lors d'une baisse durable de valeur. Les autres placements sont présentés au moindre du coût et de leur juste valeur.

b) Actifs non financiers

Les actifs non financiers de la municipalité sont les ressources non financières.

Elles sont classées par grandes catégories :

Les immobilisations;

Les propriétés destinées à la revente;

Les stocks de fournitures;

Les frais payés d'avance et les frais reportés.

Immobilisations

Les immobilisations, comptabilisées au coût, sont amorties en fonction de leur

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

durée de vie utile estimative à compter de leur date de mise en service. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire en fonction des périodes suivantes :

Infrastructures :15, 20 et 40 ans

Bâtiments :40 ans

Véhicules :10 et 20 ans

Ameublement et équipement de bureau :5 et 10 ans

Machinerie, outillage et équipement :10 et 20 ans

Les oeuvres d'art ne sont pas constatés à titre d'immobilisations dans les états financiers, mais sont passés en charge au cours de l'exercice.

Les immobilisations en cours de réalisation ne sont amorties qu'à compter du moment de leur mise en service.

Les dons d'immobilisations sont comptabilisés à la valeur marchande au moment de leur acquisition, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. La portion de ces propriétés, destinées à être vendues au cours de l'exercice subséquent, est présentée dans les actifs financiers.

Stocks de fourniture

Les stocks de fourniture sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement. Le coût étant déterminé selon la méthode du premier entré, premier sorti. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers consolidés.

S.O.

D) Passifs

Les passifs de la municipalité sont les obligations existantes.

Ils sont classés par grandes catégories :

Les insuffisances de trésorerie ou d'équivalents de trésorerie;

Les emprunts bancaires;

Les crédateurs et charges à payer;

Les revenus reportés;

Les passifs au titre des avantages sociaux futurs.

Les dettes à long terme;

Les passifs au titre des avantages sociaux futurs.

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission de la dette sont présentés en réduction de la dette à long terme et sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire sur la durée des emprunts correspondants.

E) Revenus

Constations des revenus

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Les taxes se rapportant à l'exercice visé sont constatées lorsqu'elles sont autorisées et que le fait imposable se produit, soit lors du dépôt des rôles de perception initial et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.

Les compensations tenant lieu de taxes sont comptabilisées lorsqu'elles font l'objet d'une demande de paiement.

Les taxes et les compensations tenant lieu de taxes afférentes aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisées lors de l'émission des certificats de l'évaluateur.

Les quotes-parts sont constatées lorsqu'elles sont déterminées et adoptées par résolution.

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers à titre de revenus dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, pour autant qu'ils aient été autorisés, que les critères d'admissibilité soient satisfaits et qu'une estimation raisonnable des montants soit possible, sauf lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un tel cas, le transfert est constaté à titre de passif au poste Revenus reportés.

Les revenus de services rendus et les autres revenus sont constatés lorsque le service est fourni et qu'il donne lieu à une créance.

Les revenus d'imposition de droits sur les carrières et les sablières sont comptabilisés en fonction des quantités traités par les exploitants des carrières et des sablières. Ces revenus sont reportés et comptabilisés à titre de revenus au cours de l'exercice où sont engagées les charges auxquelles ils sont affectés.

Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date d'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

Les revenus de placement portefeuille sont comptabilisés

Les amendes et pénalités se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

Les revenus d'intérêts sont constatés en fonction du temps écoulé.

F) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services avec projections de salaires futures. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la *Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal* (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 (« la Loi »). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante: Répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de l'organisme municipal en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée. Les effets de cette Loi sont décrits, s'il y a lieu, dans la note complémentaire ou les renseignements complémentaires sur les avantages sociaux futurs des états financiers.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2020 selon la méthode suivante: Valeur lissée - 3 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuarielles non amortis peuvent devoir être constatés, l'excédent pouvant (pour la dernière fois en 2019) faire l'objet d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la municipalité a choisi de reporter l'imposition en tout ou en partie de la taxation aux exercices futurs.

S'il y a lieu, le montant présenté est le montant net des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables et à l'égard desquelles la municipalité a choisi de devancer l'imposition en tout ou en partie de la taxation.

Ce montant est créé aux fins suivantes et est amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux informations sectorielles consolidées de l'excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organisme :

- Avantages sociaux futurs:

- Passif constaté initialement au 1er janvier 2007: dans le cas des régimes capitalisés, celui-ci est amorti linéairement sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants;

- Coûts liés aux services passés découlant de modifications aux régimes de retraite à prestations déterminées: sur la DMERCA des salariés participants touchés;

- Montant négatif créé en 2010 pour contrer l'effet de la charge des cotisations versées par un autre employeur: sur la DMERCA des salariés participants au 31 décembre 2010;

H) Instruments financiers

La Municipalité n'applique pas de façon anticipée la norme du chapitre SP 3450 sur les instruments financiers.

I) Autres éléments

Affectations.

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

S/O

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2020	2019
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	3 297 530	887 073
Découvert bancaire	2	()	()
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	3		
Autres éléments			
▪ Organismes contrôlés	4	664 130	693 825
▪	5		
▪	6		
▪	7		
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	8	3 961 660	1 580 898
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	9	664 130	693 825
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	10		

Note

5. Débiteurs

		2020	2019
Taxes municipales	11	212 312	265 814
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	12		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	13	4 761 785	5 939 853
Gouvernement du Canada et ses entreprises	14	33 174	95 352
Organismes municipaux	15	455 670	475 707
Autres			
▪ Autres recevables	16	354 937	462 683
▪ Organismes contrôlés	17	183 283	187 531
	18	6 001 161	7 426 940
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	19	4 646 051	5 489 622
Organismes municipaux	20	455 670	475 707
Autres tiers	21		
	22	5 101 721	5 965 329
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	23	4 674	6 368

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

6. Prêts

		2020	2019
Prêts à un office d'habitation	24		
Prêts à un fonds d'investissement	25		
Autres			
▪	26		
▪	27		
	28		
Provision pour moins-value déduite des prêts	29		

Note**7. Placements de portefeuille**

		2020	2019
Placements à titre d'investissement	30		
Autres placements	31	2 301 097	2 292 875
	32	2 301 097	2 292 875
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	33		
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	34		

Note**8. Avantages sociaux futurs**

		2020	2019
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	35	(60 274)	(63 711)
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	36		
	37	(60 274)	(63 711)
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	38	56 606	59 777
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	39		
Régimes à cotisations déterminées	40		19 858
Autres régimes (REER et autres)	41		
Régimes de retraite des élus municipaux	42		
	43	56 606	79 635

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**9. Autres actifs financiers**

		2020	2019
Propriétés destinées à la revente (note 17)	44		
Autres	45		
	46		

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Note**10. Emprunts temporaires**

La Municipalité dispose d'une ligne de crédit autorisée pour ses besoins de fonctionnement d'un montant autorisé de 500 000 \$ portant intérêts au taux de 2.450 % et renouvelable annuellement.

11. Crédoiteurs et charges à payer

		2020	2019
Fournisseurs	47	179 219	33 579
Salaires et avantages sociaux	48	12 601	37 276
Dépôts et retenues de garantie	49	308 720	426 887
Provision pour contestations d'évaluation	50		
Autres			
▪ Intérêts sur dettes	51	155 116	156 890
▪ Organismes contrôlés	52	277 722	192 537
▪	53		
▪	54		
▪	55		
	56	933 378	847 169

Note**12. Revenus reportés**

		2020	2019
Taxes perçues d'avance	57	27 143	17 453
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	58		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	59		
Fonds parcs et terrains de jeux	60	305 300	281 044
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	61		
Société québécoise d'assainissement des eaux	62		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	63		
Autres contributions des promoteurs	64		
Fonds de redevances réglementaires	65		
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	66		
Autres			
▪ Organismes contrôlés	67		1 163
▪	68		
▪	69		
▪	70		
	71	332 443	299 660

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

13. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance			2020	2019
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,68	4,30	2021	2025	72	22 426 513	23 056 116
Obligations et billets en monnaies étrangères					73		
Gains (pertes) de change reportés					74		
					75		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					76		
Organismes municipaux					77		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					78		
Autres					79	2 486 706	2 615 116
					80	24 913 219	25 671 232
Frais reportés liés à la dette à long terme					81	(174 106)	(7 926)
					82	24 739 113	25 663 306

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2020
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres	
2021	83		1 919 903		463 713	2 383 616
2022	84		1 969 503		330 641	2 300 144
2023	85		2 020 903		160 037	2 180 940
2024	86		1 549 704		254 497	1 804 201
2025	87		1 572 600		137 438	1 710 038
2026 et plus	88		13 393 900		1 140 380	14 534 280
	89		22 426 513		2 486 706	24 913 219
Intérêts et frais accessoires	90		()		()	
	91		22 426 513		2 486 706	24 913 219

Note**14. Autres passifs**

	2020	2019
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	92	
Assainissement des sites contaminés	93	
Autres		
▪	94	
▪	95	
▪	96	
▪	97	
	98	

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

15. Actifs financiers nets (dette nette)

		2020	2019
Revenant à (à la charge de)			
L'organisme municipal	99	(12 686 001)	(14 749 702)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	100 ())
Autres	101 (	1 115 289)	(823 431)
	102	(13 801 290)	(15 573 133)

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

16. Immobilisations

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	103	21 661 017	30 305		21 691 322
Eaux usées	104	11 161 401	19 444		11 180 845
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	105	19 347 454	183 553		19 531 007
Autres					
▪	106	1 626 130			1 626 130
▪	107				
Réseau d'électricité	108				
Bâtiments	109	7 296 521	464 523	(24 945)	7 785 989
Améliorations locatives	110	18 808	6 171		24 979
Véhicules	111	666 562	12 794	7 170	672 186
Ameublement et équipement de bureau	112	145 158	8 985		154 143
Machinerie, outillage et équipement divers	113	1 042 701	103 135	234	1 145 602
Terrains	114	466 444	110 773		577 217
Autres	115				
	116	63 432 196	939 683	(17 541)	64 389 420
Immobilisations en cours	117	25 077	175 508	24 945	175 640
	118	63 457 273	1 115 191	7 404	64 565 060
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	119	4 388 771	545 824		4 934 595
Eaux usées	120	2 651 967	280 907		2 932 874
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	121	3 638 472	540 914		4 179 386
Autres					
▪	122	536 457	6 557		543 014
▪	123				
Réseau d'électricité	124				
Bâtiments	125	3 422 195	145 895		3 568 090
Améliorations locatives	126	18 380	816		19 196
Véhicules	127	365 257	52 149	7 170	410 236
Ameublement et équipement de bureau	128	108 459	27 025		135 484
Machinerie, outillage et équipement divers	129	656 877	39 927	234	696 570
Autres	130				
	131	15 786 835	1 640 014	7 404	17 419 445
VALEUR COMPTABLE NETTE	132	47 670 438			47 145 615
Biens loués en vertu de contrats de location- acquisition inclus dans les immobilisations					
Coût	133				
Amortissement cumulé	134	()	()	()	()
Valeur comptable nette	135				

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

17. Propriétés destinées à la revente

	2020	2019
Immeubles de la réserve foncière	136	
Immeubles industriels municipaux	137	
Autres	138	
	139	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	140	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	141	

Note**18. Autres actifs non financiers**

	2020	2019
Frais payés d'avance		
▪ Municipalité	142	233 580
▪ Organismes contrôlés	143	6 661
▪	144	
Autres		
▪	145	
▪	146	
	147	6 661
		337 672

Note**19. Obligations contractuelles**

S.O.

20. Droits contractuels

S.O.

21. Passifs éventuels

S.O.

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2020	2019
	148		

S.O.

B) Auto-assurance

La Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent assume l'auto-assurance de l'invalidité court terme conjointement avec un programme de supplément au chômage pour les employés cadres.

C) Poursuites

Au cours de l'exercice, la Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent a fait l'objet de griefs de certains de ces employés, pour une somme indéterminée.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

La Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent croit au bien-fondé de sa défense et continue à faire valoir ses droits devant les tribunaux. Les pertes qui, le cas échéant, résulteraient de ces poursuites, seraient comptabilisées aux résultats de l'exercice où elles seraient connues.

D) Autres

S.O.

22. Actifs éventuels

S.O.

23. Redressement aux exercices antérieurs

S.O.

24. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par les organismes contrôlés (ou par les organismes auxquels elle participe), après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles.

25. Instruments financiers

S.O.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	Réalizations 2019		Budget 2020	Réalizations 2020			Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats		
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	5 431 573	5 812 700	5 693 110			5 693 110
Compensations tenant lieu de taxes	2						
Quotes-parts	3					1 354 595	1 354 595
Transferts	4	242 625	964 400	721 229		18 309	739 538
Services rendus	5	187 779	143 200	144 079		269 134	413 213
Imposition de droits	6	483 177	190 000	419 509			419 509
Amendes et pénalités	7		500	2 412		89 927	92 339
Revenus de placements de portefeuille	8						
Autres revenus d'intérêts	9	90 041	70 000	113 234		7 640	120 874
Autres revenus	10	70 494	5 000	75 588		4 362	79 950
Effet net des opérations de restructuration	11						
	12	6 505 689	7 185 800	7 169 161		1 743 967	8 913 128
Investissement							
Taxes	13	237 667					
Quotes-parts	14					197 339	197 339
Transferts	15						
Imposition de droits	16	24 494		11 744			11 744
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	17						
Autres	18					42 144	42 144
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19						
	20	262 161		11 744		239 483	251 227
	21	6 767 850	7 185 800	7 180 905		1 983 450	9 164 355
Charges							
Administration générale	22	710 977	802 900	717 958	40 688	127 937	886 583
Sécurité publique	23	1 154 363	1 163 000	1 291 752	29 582	1 089 206	2 410 540
Transport	24	1 053 092	1 107 700	910 226	943 396		1 853 622
Hygiène du milieu	25	562 682	916 800	960 556	209 974	690 789	1 861 319
Santé et bien-être	26						
Aménagement, urbanisme et développement	27	234 921	219 600	248 371			248 371
Loisirs et culture	28	285 486	291 700	303 644	13 095		316 739
Réseau d'électricité	29						
Frais de financement	30	589 910	598 700	595 316		75 443	670 759
Effet net des opérations de restructuration	31						
Amortissement des immobilisations	32	1 233 406		1 236 735	(1 236 735)		
	33	5 824 837	5 100 400	6 264 558		1 983 375	8 247 933
Excédent (déficit) de l'exercice	34	943 013	2 085 400	916 347		75	916 422

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		<u>Réalisations 2019</u>	<u>Budget 2020</u>	<u>Réalisations 2020</u>		
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Organismes contrôlés et partenariats</u>	
					<u>Total consolidé¹</u>	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	943 013	2 085 400	916 347	75	916 422
Moins : revenus d'investissement	2	(262 161)	()	(11 744)	(239 483)	(251 227)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	680 852	2 085 400	904 603	(239 408)	665 195
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Amortissement	4	1 233 406		1 236 735	403 279	1 640 014
Produit de cession	5	98 561			678	678
(Gain) perte sur cession	6	(10 356)			(678)	(678)
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	1 321 611		1 236 735	403 279	1 640 014
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12					
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15					
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16					
Remboursement de la dette à long terme	17	(1 146 200)	(1 912 900)	(1 275 932)	(98 089)	(1 374 021)
	18	(1 146 200)	(1 912 900)	(1 275 932)	(98 089)	(1 374 021)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(111 959)	(50 000)	(1 767)	(57 446)	(59 213)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20					
Excédent de fonctionnement affecté	21		(82 000)	100 849	6 640	107 489
Réserves financières et fonds réservés	22	(30 564)	(40 500)	(104 492)	(7 383)	(111 875)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23				(2 432)	(2 432)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(142 523)	(172 500)	(5 410)	(60 621)	(66 031)
	26	32 888	(2 085 400)	(44 607)	244 569	199 962
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	713 740		859 996	5 161	865 157

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	Réalizations 2019		Réalizations 2020		
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹	
Revenus d'investissement	1	262 161	11 744	239 483	251 227
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations					
Acquisition					
Administration générale	2 (	10 092 )(	604 )(	) (	604)
Sécurité publique	3 (	58 819 )(	71 659 )(	527 029 )(	598 688)
Transport	4 (	1 377 554 )(	189 206 )(	) (	189 206)
Hygiène du milieu	5 (	95 623 )(	49 749 )(	265 201 )(	314 950)
Santé et bien-être	6 () () () ()
Aménagement, urbanisme et développement	7 () () () ()
Loisirs et culture	8 (	24 494 )(	11 743 )(	) (	11 743)
Réseau d'électricité	9 () () () ()
	10 (	1 566 582 )(	322 961 )(	792 230 )(	1 115 191)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	11 () () () ()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	12 () () () ()
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	13	2 305 000	1 205 000	274 785	1 479 785
Affectations					
Activités de fonctionnement	14	111 959	1 767	57 446	59 213
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	15	57 594	56 228		56 228
Excédent de fonctionnement affecté	16	10 092	50 000	371	50 371
Réserves financières et fonds réservés	17		44 346	17 392	61 738
	18	179 645	152 341	75 209	227 550
	19	918 063	1 034 380	(442 236)	592 144
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	1 180 224	1 046 124	(202 753)	843 371

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2019	2019	2020	2020
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé¹
ACTIFS FINANCIERS					
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	887 073	3 297 530	664 130	3 961 660
Débiteurs (note 5)	2	5 863 790	4 963 001	1 038 160	6 001 161
Prêts (note 6)	3				
Placements de portefeuille (note 7)	4	2 292 875	2 301 097		2 301 097
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6				
Autres actifs financiers (note 9)	7				
	8	9 043 738	10 561 628	1 702 290	12 263 918
PASSIFS					
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9				
Emprunts temporaires (note 10)	10				
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	654 632	655 656	277 722	933 378
Revenus reportés (note 12)	12	298 497	332 443		332 443
Dette à long terme (note 13)	13	23 056 116	22 259 530	2 479 583	24 739 113
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14			60 274	60 274
Autres passifs (note 14)	15				
	16	24 009 245	23 247 629	2 817 579	26 065 208
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 15)	17	(14 965 507)	(12 686 001)	(1 115 289)	(13 801 290)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 16)	18	37 815 872	36 902 098	10 243 517	47 145 615
Propriétés destinées à la revente (note 17)	19				
Stocks de fournitures	20	20 584	20 584	28 762	49 346
Autres actifs non financiers (note 18)	21	233 580		6 661	6 661
	22	38 070 036	36 922 682	10 278 940	47 201 622
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	3 185 282	3 035 006	554 854	3 589 860
Excédent de fonctionnement affecté	24	297 000	525 000	88 404	613 404
Réserves financières et fonds réservés	25	841 706	1 692 852	33 222	1 726 074
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	26	()	()	19 721)	19 721)
Financement des investissements en cours	27	(784 729)	261 395	(104 795)	156 600
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	28	19 565 270	18 722 428	8 611 687	27 334 115
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	29				
	30	23 104 529	24 236 681	9 163 651	33 400 332
Obligations contractuelles (note 19)					
Droits contractuels (note 20)					
Passifs éventuels (note 21)					

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2020	Réalizations 2020	Réalizations 2020	Réalizations 2019
Rémunération	1	770 800	690 444	1 621 830	1 623 964
Charges sociales	2	161 000	140 181	370 738	367 409
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	3				
Ententes de services					
Services de transport collectif	4				
Autres services	5				
Autres biens et services	6	2 392 200	2 448 150	2 790 860	2 765 179
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	7	553 900	595 316	663 648	656 066
D'autres organismes municipaux	8				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	9				
D'autres tiers	10				
Autres frais de financement	11	44 800		7 111	9 504
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	12	1 177 700	1 153 732	1 153 732	836 363
Transferts	13				
Autres	14				
Autres organismes					
Transferts	15				
Autres	16				
Amortissement des immobilisations	17		1 236 735	1 640 014	1 612 635
Autres					
▪	18				
▪	19				
▪	20				
	21	5 100 400	6 264 558	8 247 933	7 871 120

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	3 589 860	3 957 538
Excédent de fonctionnement affecté	2	613 404	385 775
Réserves financières et fonds réservés	3	1 726 074	884 936
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	19 721)	(22 153)
Financement des investissements en cours	5	156 600	(686 720)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	27 334 115	27 964 534
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	33 400 332	32 483 910

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté

Administration municipale	9	3 035 006	3 401 087
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	554 854	556 451
	11	3 589 860	3 957 538

Excédent de fonctionnement affecté

Administration municipale			
▪ Aéroport	12	210 000	175 000
▪ Projets spéciaux	13	50 000	50 000
▪ Citoyens	14	10 000	10 000
▪ Maisons lésardées	15	25 000	25 000
▪	16		37 000
▪ Développement Seigneurie	17	230 000	
▪	18		
▪	19		
▪	20		
	21	525 000	297 000
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪ Partenariats	22	88 404	88 775
▪	23		
▪	24		
	25	88 404	88 775
	26	613 404	385 775

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières - Administration municipale		
▪ Vidange bassins	27 100 000	100 000
▪ Infra aéroport	28 26 216	26 216
▪ Rôle d'évaluation	29 333 000	222 000
▪ Piste aéroport	30 30 000	
▪	31	
	32 489 216	348 216
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats		
▪	33 33 222	43 230
▪	34	
▪	35	
	36 33 222	43 230
Fonds réservés		
Fonds de roulement		
Administration municipale	37 939 865	210 275
Organismes contrôlés et partenariats	38	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés		
Montant réservé pour le service de la dette à long terme		
Administration municipale	39 263 771	283 215
Organismes contrôlés et partenariats	40	
Montant non réservé		
Administration municipale	41	
Organismes contrôlés et partenariats	42	
Fonds local d'investissement	43	
Fonds local de solidarité	44	
Autres		
▪	45	
▪	46	
	47 1 203 636	493 490
	48 1 726 074	884 936

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2020

2020

2019

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)**Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables

	2020	2019
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	49 (8 649)	(9 628)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	50 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 ()	()
Autres	52 (11 072)	(12 525)
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	53 ()	()
	54 (19 721)	(22 153)
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	55 ()	()
Assainissement des sites contaminés	56 ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	57 ()	()
Autres		
▪	58 ()	()
▪	59 ()	()
	60 (19 721)	(22 153)
Mesures d'allègement fiscal transitoires		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	61 ()	()
Intérêts sur la dette à long terme	62 ()	()
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 ()	()
Utilisation du fonds de roulement	64 ()	()
Mesure relative aux frais reportés	65 ()	()
Autres		
▪	66 ()	()
▪	67 ()	()
	68 ()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	69 ()	()
Frais d'émission de la dette à long terme	70 ()	()
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	71 ()	()
Autres		
▪	72 ()	()
▪	73 ()	()
	74 ()	()
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	75	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	76	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	77	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	78	
Autres	79	
▪	80	
	81 (19 721)	(22 153)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	82 283 619	98 009
Investissements à financer	83 (127 019)	(784 729)
	84 156 600	(686 720)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	85 47 145 615	47 670 438
Propriétés destinées à la revente	86	
Prêts	87	
Placements de portefeuille à titre d'investissement	88	
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	89	
	90 47 145 615	47 670 438
Ajustements aux éléments d'actif	91 (2)	(1)
	92 47 145 613	47 670 437
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	93 (24 739 113)	(25 663 306)
Frais reportés liés à la dette à long terme	94 (174 106)	(7 926)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	95 5 101 721	5 965 329
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	96	
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	97	
	98 (19 811 498)	(19 705 903)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	99 ()	()
	100 (19 811 498)	(19 705 903)
	101 27 334 115	27 964 534

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	
Régimes supplémentaires de retraite	2	

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

i) Régimes complémentaires de retraite des policiers syndiqués, des cadres et des employés de bureau et des préposés aux communications de la Régie intermunicipale de police Richelieu-Saint-Laurent.

Les régimes capitalisés auprès de Retraite Québec font l'objet d'évaluations actuarielles triennales. Le régime des policiers a fait l'objet d'une évaluation actuarielle au 31 décembre 2016, et les régimes des cadres et des employés de bureau ont fait l'objet d'évaluations actuarielles au 31 décembre 2014.

Description des régimes:

1. Date d'entrée en vigueur des régimes: le 1er janvier 2008

2. Date de la retraite

a) Date de la retraite normale: à l'âge de 65 ans.

b) Date de la retraite facultative:

Relativement aux années de services reconnues antérieurement au 1er janvier 2008: en fonction des dispositions du régime antérieur applicable, tel que stipulé aux annexes A, B et C des règlements des régimes.

Relativement aux années de services reconnues à compter du 1er janvier 2008:

i) **Policiers syndiqués:** Tout participant peut prendre sa retraite le 1er jour de tout mois coïncidant avec ou suivant immédiatement la date à laquelle il atteint l'âge de 55 ans. Nonobstant ce qui précède, tout participant actif anciennement du régime antérieur de la Ville de Sainte-Julie dont l'âge ou les années de service totalisent 85 peut prendre sa retraite le 1er jour de tout mois précédent la date normale de sa retraite.

ii) **Cadres et employés de bureau et préposés aux communications:** Tout participant actif âgé de 58 ans et plus dont l'âge et les années de service totalisent 80 peut prendre sa retraite le 1er jour de tout mois précédent la date de retraite normale.

c) Date de retraite anticipée

Tout participant peut prendre sa retraite à compter de son 55e anniversaire de naissance (exception les policiers 50e anniversaire). Sa rente est alors réduite de 1/3% par mois (4% par année) pour chaque mois d'anticipation entre la date de la retraite anticipée et la date initiale de retraite facultative.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

3. Créances de rente

a) Rente de base

Pour les années de services reconnues antérieures au 1er janvier 2008: en fonction des dispositions applicables des régimes antérieurs, telle que stipulé aux annexes A, B et C du règlement du régime. Pour les années de services reconnues à compter du 1er janvier 2008: 2% de la moyenne des trois meilleurs salaires précédant la date de la retraite (exception 2% de la moyenne des cinq meilleurs salaires précédant la date de la retraite pour les employés de bureau et des préposés aux communications).

b) Rente de rattachement

Pour les années de services reconnues antérieures au 1er janvier 2008: en fonction des dispositions applicables au régime antérieur, telles que stipulées aux annexes A, B et C du règlement du régime.

Pour les années de services reconnues à compter du 1er janvier 2008: 0.5% de la moyenne des trois meilleurs salaires précédant la date de la retraite (exception de 0.35% de la moyenne des cinq meilleurs salaires précédant la date de la retraite pour les employés de bureau et les préposés aux communications).

4. Prestation en cas de cessation de service

Outre ce qui est prévu par la Loi, lorsqu'un participant quitte le service pour toute raison autre que le décès ou la retraite, il a le choix entre l'une ou l'autre des options suivantes:

a) Une rente différée payable à la date normale de retraite, dont le montant est égal à la rente créditée à la date de cessation d'emploi.

b) Le transfert immobilisé de la valeur actuelle de la rente prévue en a). De plus, une prestation additionnelle provenant de l'indexation minimale de la Loi 102 est prévue.

5. Prestation de décès avant la retraite

Remboursement de la valeur actuelle de la rente accumulée par le participant avant son décès.

6. Prestation de décès après la retraite

a) Relativement aux années de services reconnues antérieures au 1er janvier 2008: en fonction des dispositions applicables aux régimes antérieurs, telles que stipulées aux annexes A, B et C du règlement du régime.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

b) Relativement aux années de services reconnues à compter du 1er janvier 2008: la rente continue, s'il y a lieu, à être versée au bénéficiaire désigné jusqu'à ce que les 120 versements mensuels aient été reçus par le participant et son bénéficiaire.

7. Invalidité

Il y a exonération des cotisations salariales durant toute la période d'invalidité au cours de laquelle l'employé reçoit des prestations en vertu du régime d'assurance invalidité longue durée. Les prestations au cours de cette période sont fondés sur le salaire que recevait le participant au début de l'invalidité.

8. Indexation à la retraite

a) Relativement aux années de services reconnues antérieurs au 1er janvier 2008: en fonction des dispositions applicables du régime antérieur, telles que stipulées aux annexes A, B et C du règlement du régime.

b) Relativement aux années de services reconnues à compter du 1er janvier 2008: les créances de rente sont indexées après la retraite selon 50% de l'augmentation de l'indice des prix à la consommation, sujet à un maximum de 2%. (Exception pour les employés de bureau et des préposés aux communications pour qui les créances de rente sont indexées après la retraite selon la différence positive obtenue en soustrayant 6.5% au taux de rendement obtenu sur le placement de l'actif du régime, déduction faite de tous les frais de la caisse de retraite. Lorsque la différence est négative pour une année, l'écart est alors reporté aux années futures.)

9. Règle du 50% (cotisation excédentaire)

Lors de la cessation de service, du décès ou lors de la retraite, l'employeur doit financer au moins 50% de la valeur de toute prestation résultant des années de services reconnues à compter du 1er janvier 1990.

10. Cotisations salariales

Pour les années de services reconnues antérieures au 1er janvier 2008: en fonction des dispositions applicables du régime antérieur, telles que stipulées aux annexes A, B et C du règlement du régime.

Pour les années de services reconnues à compter du 1er janvier 2008:

a) Policiers syndiqués: 11,39% du salaire. Nonobstant ce qui précède, la cotisation salariale ne peut être inférieure à 50% de la somme recommandée par

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

l'actuaire, qui permet l'acquittement des remboursements et des prestations prévues par le régime au titre des services reconnus et effectués au cours dudit exercice et des frais engagés par la caisse de retraite au cours de cet exercice. Dans l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2016, l'actuaire recommande une cotisation salariale de 9,75% à l'égard des services postérieurs à la date de l'évaluation.

b) Cadres: 50% de la somme recommandée par l'actuaire qui permet l'acquittement des remboursements et des prestations prévues par le régime au titre des services reconnus et effectués au cours dudit exercice et des frais engagés par la caisse de retraite au cours de cet exercice. Dans l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2014, l'actuaire recommande une cotisation salariale de 11.35% à l'égard des services postérieurs à la date de l'évaluation.

c) Employés de bureau et préposés aux communications: 8% du salaire. Nonobstant ce qui précède, la cotisation salariale ne peut être inférieure à 50% de la somme recommandée par l'actuaire, sujet à un maximum de 9% du salaire, qui permet l'acquittement des remboursements et des prestations prévues par le régime au titre des services reconnus et effectués au cours dudit exercice et des frais engagés par la caisse de retraite au cours de cet exercice. Dans l'évaluation actuarielle au 31 décembre 2014, l'actuaire recommande une cotisation salariale de 9% à l'égard des services postérieurs à la date de l'évaluation.

11. Cotisation patronale

Sous réserve d'une utilisation de l'excédent de l'actif et d'une cotisation minimale prévue au règlement, la cotisation patronale pour toute l'année est le montant qui, ajouté aux cotisations salariales, est suffisant pour assurer la capitalisation complète des créances de rente, des prestations et remboursements payables aux employés eu égard à leurs services durant cette année.

En plus de la cotisation prévue au paragraphe précédent, l'employeur doit verser à la caisse le montant nécessaire, selon les estimations de l'actuaire, pour amortir tout manque d'actif de la caisse, s'il en est, sur la période maximale prescrite en vertu de la Loi. L'employeur s'engage toutefois à ce que les montants versés au régime représentent au moins un montant égal à 100% des cotisations salariales de tous les participants actifs.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 (63 711)	(60 358)
Charge de l'exercice	4 (56 606)	(59 777)
Cotisations versées par l'employeur	5 60 043	56 424
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 (60 274)	(63 711)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 2 179 597	2 023 806
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (2 317 343)	(2 109 080)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 (137 746)	(85 274)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 77 472	21 563
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 (60 274)	(63 711)
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 (60 274)	(63 711)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14 3	3
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15 2 179 597	2 023 806
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (2 317 343)	(2 109 080)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (137 746)	(85 274)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18 92 661	90 487
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19 92 661	90 487
Cotisations salariales des employés	20 (46 513)	(45 202)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	21 ()	()
	23 46 148	45 285
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24 3 353	5 727
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29	
▪	30	
▪		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31 49 501	51 012
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32 123 305	116 881
Rendement espéré des actifs	33 (116 200)	(108 116)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34 7 105	8 765
Charge de l'exercice	35 56 606	59 777

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36 125 941	109 092
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 (116 200)	(108 116)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38 9 741	976
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39 69 023	25 933
Prestations versées au cours de l'exercice	40 76 725	65 118
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41 2 263 609	2 041 651
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42	
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8		
Pour la réserve de restructuration	44 51 726	50 364
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45 3 652	4 349
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46 12	14
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47 5,48 %	5,70 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48 5,48 %	5,70 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49 2,75 %	2,75 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50 2,00 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques		
▪	51	
▪	52	

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

**B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES**

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

	2020	2019
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55	
Charge de l'exercice	56 ()(
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57	
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 ()(
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63	
Provision pour moins-value	64 ()(
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66	
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 ()(
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 ()(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	2020	2019	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72		
Cotisations salariales des employés	73	() ()	
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74	() ()	
	75		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres			
▪	81		
▪	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84		
Rendement espéré des actifs	85	() ()	
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86		
Charge de l'exercice	87		
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89	() ()	
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91		
Prestations versées au cours de l'exercice	92		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96		
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	%	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103		
Autres hypothèses économiques			
▪	104		
▪	105		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice	106		
Description des régimes et autres renseignements			
		2020	2019
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107		
Régime de retraite par financement salarial	108		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	109		
Autres régimes	110		19 858
	111		19 858

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice	112		
Description des régimes et autres renseignements			
		2020	2019
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	113		
Régime de retraite simplifié	114		
REER	115		
Autres régimes	116		
	117		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2020	2019
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	118		

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire, s'il y a lieu, aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	2020	2019
Cotisations des élus au RREM	119	
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM	120	
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	121	
	122	
Note		

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TAXES				
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	4 137 600	4 173 658	4 148 263
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			237 667
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	4 137 600	4 173 658	4 385 930
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	380 200	206 415	32 549
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12	172 600	180 692	176 104
Matières résiduelles	13	250 600	251 526	259 149
Autres				
▪	14			
▪	15			
▪	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17	10 000	15 072	16 371
Service de la dette	18	861 700	865 747	799 137
Pouvoir général de taxation	19			
Activités de fonctionnement	20			
Activités d'investissement	21			
	22	1 675 100	1 519 452	1 283 310
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	23			
Autres	24			
	25			
	26	1 675 100	1 519 452	1 283 310
	27	5 812 700	5 693 110	5 669 240

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	28			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	29			
Taxes d'affaires	30			
Compensations pour les terres publiques	31			
	32			
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	33			
Cégeps et universités	34			
Écoles primaires et secondaires	35			
	36			
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	37			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	38			
Taxes d'affaires	39			
	40			
	41			
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	42			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43			
Taxes d'affaires	44			
	45			
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	46			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	47			
	48			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49			
Autres	50			
	51			
	52			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	53			17
Sécurité publique				
Police	54			
Sécurité incendie	55		1 646	
Sécurité civile	56			
Autres	57			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	58			
Enlèvement de la neige	59			
Autres	60	10 322	10 322	10 322
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	61			
Transport adapté	62			
Transport scolaire	63			
Autres	64			
Transport aérien	65			
Transport par eau	66			
Autres	67			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68		16 663	
Réseau de distribution de l'eau potable	69	333 200	63 427	81 194
Traitement des eaux usées	70			
Réseaux d'égout	71	333 200	63 427	81 813
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	72			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	73	45 000	13 476	92 070
Tri et conditionnement	74			
Autres	75			
Autres	76			
Cours d'eau	77			
Protection de l'environnement	78			
Autres	79			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	80			
Sécurité du revenu	81			
Autres	82			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	83			
Rénovation urbaine	84			
Promotion et développement économique	85			
Autres	86			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	87	3 000	1 834	1 834
Activités culturelles				
Bibliothèques	88			
Autres	89			
Réseau d'électricité	90			
	91	714 400	152 486	170 795
				270 497

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	92			
Sécurité publique				
Police	93			
Sécurité incendie	94			
Sécurité civile	95			
Autres	96			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	97			
Enlèvement de la neige	98			
Autres	99			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	100			
Transport adapté	101			
Transport scolaire	102			
Autres	103			
Transport aérien	104			
Transport par eau	105			
Autres	106			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107			
Réseau de distribution de l'eau potable	108			
Traitement des eaux usées	109			
Réseaux d'égout	110			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	111			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	112			
Tri et conditionnement	113			
Autres	114			
Autres	115			
Cours d'eau	116			
Protection de l'environnement	117			
Autres	118			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	119			
Sécurité du revenu	120			
Autres	121			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	122			
Rénovation urbaine	123			
Promotion et développement économique	124			
Autres	125			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	126			
Activités culturelles				
Bibliothèques	127			
Autres	128			
Réseau d'électricité	129			
	130			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	131			
Péréquation	132			
Neutralité	133			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135			
Fonds de développement des territoires	136			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	137			
Dotations spéciales de fonctionnement	138			
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC				
du Fonds régions et ruralité - Volet 2	139			
Autres	140	250 000	568 743	568 743
	141	250 000	568 743	568 743
TOTAL DES TRANSFERTS	142	964 400	721 229	270 497

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Grefe et application de la loi	143			
Évaluation	144			
Autres	145			
	146			
Sécurité publique				
Police	147	88 300	88 185	86 955
Sécurité incendie	148		6 665	8 460
Sécurité civile	149			
Autres	150			
	151	88 300	88 185	95 415
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	152			
Enlèvement de la neige	153			
Autres	154			
Transport collectif	155			
Autres	156			
	157			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	158		24 926	663 862
Réseau de distribution de l'eau potable	159		187 810	
Traitement des eaux usées	160			
Réseaux d'égout	161			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	162			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	163			
Tri et conditionnement	164			
Autres	165			
Autres	164			
Cours d'eau	167			
Protection de l'environnement	168			
Autres	169			
	170		212 736	663 862

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS (suite)	2020	2020	2020	2019
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPALUX (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	171			
Autres	172			
	173			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	174			
Rénovation urbaine	175			
Promotion et développement économique	176			
Autres	177			
	178			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	179			
Activités culturelles				
Bibliothèques	180			
Autres	181			
	182			
Réseau d'électricité	183			
	184	88 300	88 185	307 586
				759 277

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	185			
Évaluation	186			
Autres	187	19 700	28 117	25 626
	188	19 700	28 117	25 626
Sécurité publique				
Police	189			
Sécurité incendie	190		6 796	5 561
Sécurité civile	191			
Autres	192		37 802	36 487
	193		44 598	42 048
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	194			
Enlèvement de la neige	195			
Autres	196			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	197			
Transport adapté	198			
Transport scolaire	199			
Autres	200			
Autres	201			
	202			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	203			
Réseau de distribution de l'eau potable	204		5 135	32 150
Traitement des eaux usées	205			
Réseaux d'égout	206			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	207			
Matières recyclables	208	300	599	1 103
Autres	209			
Cours d'eau	210			
Protection de l'environnement	211			
Autres	212			
	213	300	5 734	33 253

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS (suite)	2020	2020	2020	2019
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	214			
Sécurité du revenu	215			
Autres	216			
	217			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	218	200	5 300	4 600
Rénovation urbaine	219			
Promotion et développement économique	220			
Autres	221			
	222	200	5 300	4 600
Loisirs et culture				
Activités récréatives	223	28 000	17 799	30 468
Activités culturelles				
Bibliothèques	224	200	117	478
Autres	225	6 500	3 962	6 399
	226	34 700	21 878	37 345
Réseau d'électricité				
	227			
	228	54 900	55 894	142 872
TOTAL DES SERVICES RENDUS	229	143 200	144 079	902 149

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis 230	15 000	13 335	13 335	27 179
Droits de mutation immobilière 231	175 000	406 174	406 174	455 998
Droits sur les carrières et sablières 232				
Autres 233		11 744	11 744	24 494
	190 000	431 253	431 253	507 671
AMENDES ET PÉNALITÉS 235	500	2 412	92 339	90 820
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE 236				
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS 237	70 000	113 234	120 874	110 377
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations 238			678	(91 547)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente 239				
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements 240				
Contributions des promoteurs 241				
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence 242				
Contributions des organismes municipaux 243				
Autres contributions 244			42 144	9 869
Redevances réglementaires 245				
Autres 246	5 000	75 588	79 272	56 917
	5 000	75 588	122 094	(24 761)
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION 248				

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2020	Réalizations 2020			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2020	2019
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	183 800	146 107		146 107	153 113	166 228
Greffe et application de la loi	2	51 500	22 992	83	23 075	32 812	28 837
Gestion financière et administrative	3	486 900	475 436	40 235	515 671	599 816	483 242
Évaluation	4	42 700	29 968	117	30 085	30 085	38 748
Gestion du personnel	5	22 000	16 013		16 013	39 028	9 951
Autres							
▪	6	16 000	27 442	253	27 695	31 729	22 717
▪	7						
	8	802 900	717 958	40 688	758 646	886 583	749 723
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	665 200	676 089	211	676 300	676 300	678 901
Sécurité incendie	10	474 100	579 627	1 428	581 055	1 011 046	899 757
Sécurité civile	11	22 200	36 036	27 943	63 979	723 194	734 190
Autres	12	1 500					5 421
	13	1 163 000	1 291 752	29 582	1 321 334	2 410 540	2 318 269
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	669 100	468 415	942 235	1 410 650	1 410 650	1 509 252
Enlèvement de la neige	15	197 300	193 287	466	193 753	193 753	238 761
Éclairage des rues	16	23 000	46 247	695	46 942	46 942	49 673
Circulation et stationnement	17	40 000	29 746		29 746	29 746	45 071
Transport collectif							
Transport en commun	18	107 600	107 048		107 048	107 048	117 006
Transport aérien	19	70 700	65 483		65 483	65 483	41 904
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	1 107 700	910 226	943 396	1 853 622	1 853 622	2 001 667

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

	Administration municipale				Données consolidées		
	Budget 2020	Réalizations 2020			Réalizations	Réalizations	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2020	2019	
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	380 200	365 111	6 296	371 407	746 433	791 549
Réseau de distribution de l'eau potable	24			201 727	201 727	517 490	281 874
Traitement des eaux usées	25	132 100	119 455		119 455	119 455	136 012
Réseaux d'égout	26	45 700	44 516	1 951	46 467	46 467	20 326
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	317 800	401 831		401 831	401 831	344 217
Élimination	28						
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29						
Tri et conditionnement	30						
Matières organiques							
Collecte et transport	31						
Traitement	32						
Matériaux secs							
Autres	34						
Plan de gestion							
Autres	36						
Cours d'eau	37	10 000					
Protection de l'environnement							
Autres	39	31 000	29 643		29 643	29 643	29 584
	40	916 800	960 556	209 974	1 170 530	1 861 319	1 603 562
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	41						
Sécurité du revenu	42						
Autres	43						
	44						

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2020	Réalizations 2020			Réalizations	Réalizations
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2020	2019
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	106 500	134 003		134 003	122 747
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	1 500	2 025		2 025	1 500
Tourisme	49					
Autres	50					
Autres	51	111 600	112 343		112 343	110 674
	52	219 600	248 371		248 371	234 921
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53	51 800	90 617	2 966	93 583	50 267
Patinoires intérieures et extérieures	54		427		427	2 934
Piscines, plages et ports de plaisance	55	75 000	65 540		65 540	44 136
Parcs et terrains de jeux	56	110 300	106 330	4 654	110 984	147 581
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58					
Autres	59	7 500	7 119		7 119	13 327
	60	244 600	270 033	7 620	277 653	258 245
Activités culturelles						
Centres communautaires	61					4
Bibliothèques	62	47 100	33 611	5 475	39 086	39 159
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65					
	66	47 100	33 611	5 475	39 086	39 163
	67	291 700	303 644	13 095	316 739	297 408

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2020	Réalizations 2020			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2020	2019
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dette à long terme							
Intérêts	69	553 900	595 316		595 316	663 648	656 066
Autres frais	70						
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71					7 105	8 765
Autres	72	44 800				6	739
	73	598 700	595 316		595 316	670 759	665 570
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74						
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS	75		1 236 735 (	1 236 735)			

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	2
Analyse de la dette à long terme consolidée	3
Endettement total net à long terme consolidé	4
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	5

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	7
Analyse de la rémunération non consolidée	8
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	8
Frais de financement non consolidés par activités	9
Rémunération des élus	10

Autres renseignements

Questionnaire	11
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1			
Usines de traitement de l'eau potable	2	30 305	294 589	155 340
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4	19 444	19 444	
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	171 809	171 809	1 364 944
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			24 494
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10	11 744	11 744	
Autres infrastructures	11			
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	10 619	375 747	132
Édifices communautaires et récréatifs	14			
Améliorations locatives	15		6 171	126
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17		12 794	243 058
Ameublement et équipement de bureau	18		8 985	25 870
Machinerie, outillage et équipement divers	19	78 436	103 135	247 133
Terrains	20	604	110 773	
Autres	21			
	22	322 961	1 115 191	2 061 097

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>				
Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23			
Usines de traitement de l'eau potable	24	30 305	294 589	155 340
Usines et bassins d'épuration	25			
Conduites d'égout	26	19 444	19 444	
Autres infrastructures	27	183 553	183 553	1 389 438
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28			
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31			
Autres infrastructures	32			
Autres immobilisations	33	89 659	617 605	516 319
	34	322 961	1 115 191	2 061 097

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3	297 265		19 444	277 821
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	8 504 439			8 504 439
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	10 904 199	1 194 123	1 069 084	11 029 238
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	19 705 903	1 194 123	1 088 528	19 811 498
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	5 489 622		843 571	4 646 051
Organismes municipaux	10	475 707		20 037	455 670
Autres tiers	11				
	12	5 965 329		863 608	5 101 721
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	13				
	14	5 965 329		863 608	5 101 721
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	15				
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	5 965 329		863 608	5 101 721
	19	25 671 232	1 194 123	1 952 136	24 913 219
Dette en cours de refinancement	20 ()
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	25 671 232	1 194 123	1 952 136	24 913 219

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	22 426 513
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪	5	
▪	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	263 771
Débiteurs	9	4 246 844
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	10	
Autres montants	11	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	12	261 395
Autres		
▪	13	
▪	14	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	15	17 654 503
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats		
Endettement net à long terme	16	1 722 574
Endettement net à long terme	17	19 377 077
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	18	113 142
Communauté métropolitaine	19	
Autres organismes	20	
Endettement total net à long terme	21	19 490 219
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	22	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	23	
	24	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	25	19 490 219
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	26	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 25 ci-dessus, et à la ligne 21, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	27	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2020	Réalisations 2019
Administration générale				
Grefe et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	71 500	69 155	68 472
Sécurité publique				
Police	4	604 400	604 318	616 985
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9			
Autres	10	15 000	11 755	15 884
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11	365 200	365 111	32 549
Matières résiduelles	12	106 600	103 393	102 473
Cours d'eau	13	15 000		
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20			
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité				
	24			
	25	1 177 700	1 153 732	836 363

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		2020	2019
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	322 961	1 566 582
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	322 961	1 566 582

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	4,00	32,00	845,52	82 710	16 167	98 877
Professionnels	2						
Cols blancs	3	17,00	32,00	3 593,45	351 515	68 706	420 221
Cols bleus	4	8,00	37,00	1 691,03	165 419	32 332	197 751
Policiers	5						
Pompiers	6						
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	29,00		6 130,00	599 644	117 205	716 849
Élus	9	7,00			90 800	22 976	113 776
	10	36,00			690 444	140 181	830 625

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.
2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13		63 427			63 427
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15		63 427			63 427
Autres	16		594 375			594 375
	17		721 229			721 229

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité

		2020	2019
Administration générale			
Grefe et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3		
	4		
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6		
Sécurité civile	7		
Autres	8		
	9		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10		
Enlèvement de la neige	11		
Autres	12		
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16		
Réseau de distribution de l'eau potable	17	595 316	589 910
Traitement des eaux usées	18		
Réseaux d'égout	19		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20		
Matières recyclables	21		
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	595 316	589 910
Santé et bien-être			
Logement social	27		
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31		
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33		
Autres	34		
	35		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36		
Activités culturelles			
Bibliothèques	37		
Autres	38		
	39		
Réseau d'électricité			
	40		
	41	595 316	589 910

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
NORMAND TEASDALE	Maire	30 082		4 372	2 186
RÉAL JEAN	Conseiller	10 027			
DIANE DEMERS	Conseiller	10 627			
SYLVAIN LAVALLÉE	Conseiller	10 027			
SIMON CHALIFOUX	Maire suppléant	13 227			
STEPHAN LABRIE	Conseiller	10 027			
MONA S. MORIN	Conseiller	10 027			

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

<i>Non audité</i>	OUI	NON	S.O.
1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	1 000 000 \$	
2. L'organisme municipal applique-t-il les normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMH?	2 <input type="checkbox"/>	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>
Les questions 3 à 5 s'appliquent aux MRC et aux municipalités seulement			
3. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020	7	_____ \$	
4. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	8 <input type="checkbox"/>	9 <input checked="" type="checkbox"/>	
5. Information spécifique au <i>Programme d'aide d'urgence pour les petites et moyennes entreprises</i> déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :			
Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	10	_____ \$	
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	11	_____ \$	
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	12	_____ \$	
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	13	_____ \$	
Ligne 12 : Placements de portefeuille	14	_____ \$	
Ligne 13 : Débiteurs	15	_____ \$	
Ligne 14 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	16	_____ \$	
Ligne 15 : Provision pour moins-value	17	_____ \$	
Ligne 18 : Créanciers et charges à payer	18	_____ \$	
Ligne 19 : Revenus reportés	19	_____ \$	

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Non audité	OUI	NON	
6. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :			
a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3ème paragraphe du 2ème alinéa de l'article 117.1 LAU.	20 <input checked="" type="checkbox"/>	21 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020	22	24 256	\$
b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.	23 <input type="checkbox"/>	24 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2020	25		\$
c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).	26 <input type="checkbox"/>	27 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020	28		\$
d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).	29 <input type="checkbox"/>	30 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020	31		\$
7. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?	32 <input type="checkbox"/>	33 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?	34 <input type="checkbox"/>	35 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :			
8. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :			
a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	36 <input type="checkbox"/>	37 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020	38		\$
b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?	39 <input type="checkbox"/>	40 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2020	41		\$
9. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	42 <input type="checkbox"/>	43 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	44		\$
b) autres formes d'aide	45		\$

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

10. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2020

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2020

46 _____ \$

Facteur comparatif de 2020

47 _____

Valeur uniformisée

48 _____ \$

11. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2020 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTQ

49 _____ \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

50 _____ \$

▪ Dépenses autres que pour l'entretien d'hiver

51 _____ \$

b) Dépenses d'investissement

52 _____ \$

c) Total des frais encourus admissibles

53 _____ \$

d) Description des dépenses d'investissement :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

54 _____

b) Date d'adoption de la résolution

55 _____

12. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre*?56 57

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution

58 _____ 19.251

b) Date d'adoption de la résolution

59 _____ 2019-11-04

13. Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'exercice

a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire (art. 2)

60 _____

b) Nombre de signalements reçus d'un médecin (art. 3)

61 _____

Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens

c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'exercice (art. 5)

62 _____

d) Nombre et race de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'exercice (art. 8 et 9) :

63 _____

Indiquer la race de chien

e) Nombre et race de chiens euthanasiés au cours de l'exercice parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et (art. 10) :

▪ a causé sa mort

64 _____

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

Indiquer la race de chien

- lui a infligé une blessure grave

65 _____

Indiquer la race de chien

- f) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité (art. 16)
- g) Nombre total de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité

66 _____

67 _____

Dispositions pénales

- h) Nombre de constats d'infraction délivrés par la municipalité au cours de l'exercice en vertu du Règlement (art. 33, 34, 35, 37, 38 et 39)
- i) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement?

68 _____

69 70

Taux global de taxation réel

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Municipalité de Saint-Mathieu-de-Beloeil | 57045 |

Table des matières

Rapport de l'auditeur indépendant sur le taux global de taxation réel	1
Taux global de taxation réel	3

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

À la trésorière de la Municipalité de Saint-Mathieu-de-Beloeil

Opinion

J'ai effectué l'audit de l'état établissant le taux global de taxation réel de la Municipalité de Saint-Mathieu-de-Beloeil, ci-après la municipalité ») pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020 (ci-après l' «état »).

À mon avis, l'état ci-joint pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020 a été préparé, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après les « exigences légales »).

Fondement de l'opinion

J'ai effectué mon audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard du l'audit du tableau » du présent rapport. Je suis indépendant de l'entité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à mon audit du tableau au Canada et je me suis acquitté des autres responsabilités déontologiques qui m'incombent selon ces règles. J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Observation - Référentiel comptable

J'attire l'attention sur la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) qui décrit le référentiel comptable appliqué. Le tableau a été préparé afin de permettre à la municipalité de répondre aux exigences de l'article 176 du Code municipal du Québec (chapitre C-27.1). En conséquence, il est possible que le tableau ne puisse se prêter à un usage autre. Mon opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard du tableau

La direction est responsable de la préparation du tableau conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'un tableau exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la municipalité.

Responsabilité de l'auditeur à l'égard de l'état

Mes objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que le tableau est exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs du tableau prennent en se fondant sur celui-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, j'exerce mon jugement professionnel et fais preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- j'identifie et évalue les risques que le tableau comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, conçois et mets en oeuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunis des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder mon opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;

- j'acquies une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la municipalité;

- j'apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Je communique aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et mes constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que j'aurais relevée au cours de notre audit.

[Original signé par]

Daniel Tétreault CPA inc.
Amos, le 19 mai 2021

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes	1	5 693 110
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	
Ajouter		
Revenus de taxes de l'exercice 2020 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	
Déduire		
Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	934 002
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	15 072
Autres taxes non reconnues aux fins du calcul du taux global de taxation réel	9	
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	10	4 744 036

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables au 1 ^{er} janvier 2020 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	11	619 743 500
Évaluation des immeubles imposables au 31 décembre 2020 en tenant compte de toutes modifications et mises à jour qui ont un effet à cette date	12	619 908 300
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (Somme des lignes 11 et 12, le tout divisé par 2)	13	619 825 900

TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL DE 2020 (Ligne 10 ÷ ligne 13 x 100)	14	0,7654 / 100 \$
--	----	------------------------

**QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

Non audité**OUI NON S.O.**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1 2

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, présentez-vous le budget consolidé?

3 4

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

5 6

3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2022 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?

7 8

Les questions 4 à 6 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

4. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

9 10 11

5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

12 13 14

6. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion foncière et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

15 16 17

La question 7 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées. Pour tout autre organisme, veuillez inscrire S.O.

7. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

18 19 20

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

21 22

Données prévisionnelles non auditées

Exercice se terminant le 31 décembre 2021

Table des matières

Revenus de taxes	1
Revenus de compensations tenant lieu de taxes	2
Calcul de certains revenus de taxes	3
Taux des taxes	5
Taux global de taxation prévisionnel	6
Répartition des revenus de taxes par catégories d'immeubles	7
Questionnaire	9

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

*Non audité***TAXES****SUR LA VALEUR FONCIÈRE**

Taxes générales		
Taxe foncière générale	1	4 300 688
Taxes spéciales		
Service de la dette	2	
Activités de fonctionnement	3	
Activités d'investissement	4	
Taxes de secteur		
Taxes spéciales		
Service de la dette	5	
Activités de fonctionnement	6	
Activités d'investissement	7	
Autres	8	
	9	4 300 688

SUR UNE AUTRE BASE

Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	10	351 000
Égout	11	
Traitement des eaux usées	12	158 700
Matières résiduelles	13	331 200
Autres		
▪ Aéroport	14	63 200
▪	15	
▪	16	
Centres d'urgence 9-1-1	17	10 000
Service de la dette	18	805 900
Pouvoir général de taxation	19	
Activités de fonctionnement	20	
Activités d'investissement	21	
	22	1 720 000
Taxes d'affaires		
Sur l'ensemble de la valeur locative	23	
Autres	24	
	25	
	26	1 720 000
	27	6 020 688

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
REVENUS DE COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

*Non audité***COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES****GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES**

Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement

Taxes sur la valeur foncière	1
Taxes sur une autre base	
Taxes, compensations et tarification	2
Taxes d'affaires	3
Compensations pour les terres publiques	4
	5

Immeubles des réseaux

Santé et services sociaux	6
Cégeps et universités	7
Écoles primaires et secondaires	8
	9

Autres immeubles

Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux

Taxes sur la valeur foncière	10
Taxes sur une autre base	
Taxes, compensations et tarification	11
Taxes d'affaires	12
	13
	14

GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES

Taxes sur la valeur foncière	15
Taxes sur une autre base	
Taxes, compensations et tarification	16
Taxes d'affaires	17
	18

ORGANISMES MUNICIPAUX

Taxes sur la valeur foncière	19
Taxes sur une autre base	
Taxes, compensations et tarification	20
	21

AUTRES

Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	22
Autres	23
	24
	25

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière								
Taxes générales								
Taxe foncière générale (taux unique)	1		x /100 \$					
Taxe foncière générale (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	2	388 895 230 x	0,5260 /100 \$	2 127 053				
Immeubles de 6 logements ou plus	3	12 694 500 x	0,5683 /100 \$	72 143				
Immeubles non résidentiels	4	126 161 620 x	1,1265 /100 \$	1 421 211				
Immeubles industriels	5	23 335 150 x	1,2645 /100 \$	295 073				
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	6		x /100 \$					
Autres	7	11 859 400 x	1,0433 /100 \$	123 729				
Immeubles agricoles	8	57 266 600 x	0,4566 /100 \$	261 479				
Total	9			4 300 688	()	()		4 300 688
Taxes spéciales								
Service de la dette (taux unique)	10		x /100 \$					
Service de la dette (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	11		x /100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	12		x /100 \$					
Immeubles non résidentiels	13		x /100 \$					
Immeubles industriels	14		x /100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	15		x /100 \$					
Autres	16		x /100 \$					
Immeubles agricoles	17		x /100 \$					
Total	18				()	()		

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
CALCUL DE CERTAINS REVENUS DE TAXES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Assiette d'application imposable	Taux adopté	Revenus bruts	Crédits / Dégrèvements	Dotation à la provision	Autres ajustements	Revenus nets
Taxes sur la valeur foncière								
Taxes générales								
Taxes spéciales								
Activités de fonctionnement (taux unique)	19	x	/100 \$					
Activités de fonctionnement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	20	x	/100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	21	x	/100 \$					
Immeubles non résidentiels	22	x	/100 \$					
Immeubles industriels	23	x	/100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	24	x	/100 \$					
Autres	25	x	/100 \$					
Immeubles agricoles	26	x	/100 \$					
Total	27				()	()		
Taxes spéciales								
Activités d'investissement (taux unique)	28	x	/100 \$					
Activités d'investissement (taux variés)								
Résiduelle (résidentielle et autres)	29	x	/100 \$					
Immeubles de 6 logements ou plus	30	x	/100 \$					
Immeubles non résidentiels	31	x	/100 \$					
Immeubles industriels	32	x	/100 \$					
Terrains vagues desservis								
Immeubles non résidentiels	33	x	/100 \$					
Autres	34	x	/100 \$					
Immeubles agricoles	35	x	/100 \$					
Total	36				()	()		
		Valeur locative imposable						
Taxe d'affaires sur la valeur locative	37	x	%		()	()		

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX DES TAXES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité
Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(montant fixe)

Par unité de logement

Eau	1	_____	\$
Égout	2	_____	\$
Eau et égout	3	_____	\$
Traitement des eaux usées	4	_____	\$
Matières résiduelles	5	_____	\$

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code	Préciser
-------------	------	------	----------

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

*Non audité***REVENUS ADMISSIBLES**

Revenus de taxes	1	6 020 688
Total des crédits et dégrèvements relatifs uniquement aux taxes foncières, pris en compte dans les revenus de taxes	2	

Ajouter

Revenus de taxes de l'exercice 2021 provisionnés pour contestations d'évaluation foncière	3	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	4	

Déduire

Taxes d'affaires	5	
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6	
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	929 039
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	10 000
Autres taxes non reconnues aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	9	
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation prévisionnel	10	5 081 649

**ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES AYANT SERVI
 À ÉTABLIR LES REVENUS DE LA TAXE FONCIÈRE GÉNÉRALE**

	11	<u>620 212 500</u>
--	----	--------------------

TAUX GLOBAL DE TAXATION PRÉVISIONNEL DE 2021
 (Ligne 10 ÷ ligne 11 x 100)

	12	<u>0,8193 / 100 \$</u>
--	----	------------------------

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Immeubles non résidentiels	Immeubles industriels	Terrains vagues desservis		6 logements ou plus	Immeubles agricoles
				Immeubles non résidentiels	Autres		
Taxes sur la valeur foncière							
Générales	1	1 421 211	295 082		123 726	72 136	261 479
De secteur	2						
Autres	3						
Taxes sur une autre base							
Taxes, compensations et tarification							
Service de la dette	4						
Autres	5						
Taxes d'affaires							
Sur la valeur locative	6						
Autres	7						
	8	1 421 211	295 082		123 726	72 136	261 479

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
RÉPARTITION DES REVENUS DE TAXES PAR CATÉGORIES D'IMMEUBLES (suite)
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité

		Résiduelle			Total
		Résidentielles	Agriculture Résidences	Autres	
Taxes sur la valeur foncière					
Générales	1	2 127 054			4 300 688
De secteur	2				
Autres	3				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification					
Service de la dette	4	805 900			805 900
Autres	5	904 100			904 100
Taxes d'affaires					
Sur la valeur locative	6				
Autres	7				
	8	3 837 054			6 010 688

DONNÉES PRÉVISIONNELLES
QUESTIONNAIRE
EXERCICE SE TERMINANT LE 31 DÉCEMBRE 2021

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2021, les mesures fiscales suivantes?			
a) Régime d'impôt foncier à taux variés en vertu de l'article 244.29 LFM			
▪ Pour la taxe foncière générale	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
▪ Pour une ou des taxes spéciales en vertu des articles 979.1 et 979.2 du CM ou des articles 487.1 et 487.2 de la LCV	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	5 <input type="checkbox"/>
b) Une ou des sous-catégories d'immeubles dans la catégorie des immeubles non résidentiels en vertu des articles 244.64.1 à 244.64.8 LFM	6 <input type="checkbox"/>	7 <input checked="" type="checkbox"/>	8 <input type="checkbox"/>
▪ Décrire chaque sous-catégorie avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
c) Des taux de taxes foncières distincts aux immeubles non résidentiels et / ou aux immeubles industriels en fonction de l'évaluation foncière en vertu de l'article 244.64.9 LFM	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	11 <input type="checkbox"/>
▪ Pour chaque catégorie et sous-catégorie, décrire chaque tranche d'imposition distincte avec son assiette d'application imposable et son taux adopté.			
d) Étalement de la variation de valeur des unités admissibles en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM			
▪ Pour l'ensemble des immeubles imposables et compensables	12 <input type="checkbox"/>	13 <input type="checkbox"/>	14 <input checked="" type="checkbox"/>
▪ Pour les immeubles non résidentiels imposables et compensables seulement (incluant les immeubles industriels)	15 <input type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>
▪ Pour les immeubles imposables et compensables autres que non résidentiels et industriels	18 <input type="checkbox"/>	19 <input type="checkbox"/>	20 <input checked="" type="checkbox"/>
2. La municipalité applique-t-elle, pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2021, la mesure de diversification transitoire des taux de certaines taxes foncières (art. 253.54 à 253.62 LFM)?	21 <input type="checkbox"/>	22 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité recevra-t-elle du MAPAQ des remboursements de taxes de 2021 pour des exploitations agricoles enregistrées?	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	25	235 000	\$
4. Richesse foncière - Évaluation équivalente découlant de la capitalisation des revenus provenant de l'application de l'article 222 LFM (utilisée au calcul de la richesse foncière uniformisée de l'année suivante)	26		\$
5. Date d'adoption du budget par le conseil	27	2020-12-14	
6. Total des charges prévues au budget (incluant l'amortissement)	28	5 467 600	\$
7. Remboursement de la dette à long terme prévu au budget	29	1 920 500	\$
8. Frais de financement — Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de l'organisme municipal, prévus au budget	30	537 200	\$
9. Affectation de l'excédent de fonctionnement non affecté prévue au budget	31	16 300	\$

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je, Lyne Rivard, atteste que le rapport financier consolidé de Municipalité de Saint-Mathieu-de-Beloeil pour l'exercice terminé le 31 décembre 2020, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation, a été déposé à la séance du conseil du 7 juin 2021.

Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par Municipalité de Saint-Mathieu-de-Beloeil.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Municipalité de Saint-Mathieu-de-Beloeil consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports et documents par le ministre, je confirme également que Municipalité de Saint-Mathieu-de-Beloeil détient les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton « Attester », je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

Date et heure de la dernière modification : 2021-06-08 14:32:10

Date de transmission au Ministère : 2021-06-08

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2020

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Réalisations 2019	Budget 2020	Réalisations 2020		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement	1	6 505 689	7 185 800	7 169 161	1 743 967	8 913 128
Investissement	2	262 161		11 744	239 483	251 227
	3	6 767 850	7 185 800	7 180 905	1 983 450	9 164 355
Charges	4	5 824 837	5 100 400	6 264 558	1 983 375	8 247 933
Excédent (déficit) de l'exercice	5	943 013	2 085 400	916 347	75	916 422
Moins : revenus d'investissement	6	(262 161)	()	(11 744)	(239 483)	(251 227)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	680 852	2 085 400	904 603	(239 408)	665 195
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations	8	1 233 406		1 236 735	403 279	1 640 014
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9					
Remboursement de la dette à long terme	10	(1 146 200)	(1 912 900)	(1 275 932)	(98 089)	(1 374 021)
Affectations						
Activités d'investissement	11	(111 959)	(50 000)	(1 767)	(57 446)	(59 213)
Excédent (déficit) accumulé	12	(30 564)	(122 500)	(3 643)	(3 175)	(6 818)
Autres éléments de conciliation	13	88 205				
	14	32 888	(2 085 400)	(44 607)	244 569	199 962
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	713 740		859 996	5 161	865 157

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2019	2020	2019
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	887 073	3 297 530	3 961 660
Débiteurs	2	5 863 790	4 963 001	6 001 161
Placements de portefeuille	3	2 292 875	2 301 097	2 301 097
Autres	4			
	5	9 043 738	10 561 628	12 263 918
Passifs				
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6			
Dette à long terme	7	23 056 116	22 259 530	24 739 113
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8			60 274
Autres	9	953 129	988 099	1 265 821
	10	24 009 245	23 247 629	26 065 208
Actifs financiers nets (dette nette)	11	(14 965 507)	(12 686 001)	(13 801 290)
Actifs non financiers				
Immobilisations	12	37 815 872	36 902 098	47 145 615
Autres	13	254 164	20 584	56 007
	14	38 070 036	36 922 682	47 201 622
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	15	3 185 282	3 035 006	3 589 860
Excédent de fonctionnement affecté	16	297 000	525 000	613 404
Réserves financières et fonds réservés	17	841 706	1 692 852	1 726 074
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	18	()	()	19 721
Financement des investissements en cours	19	(784 729)	261 395	156 600
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20	19 565 270	18 722 428	27 334 115
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	21			
	22	23 104 529	24 236 681	33 400 332

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23-1

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS**
AU 31 DÉCEMBRE 2020

		2020	2019
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Aéroport	23	210 000	175 000
▪ Projets spéciaux	24	50 000	50 000
▪ Citoyens	25	10 000	10 000
▪ Maisons lésardées	26	25 000	25 000
▪	27		37 000
▪ Développement Seigneurie	28	230 000	
▪	29		
▪	30		
▪	31		
	32	525 000	297 000
Organismes contrôlés et partenariats ¹	33	88 404	88 775
	34	613 404	385 775
Réserves financières et fonds réservés			
Administration municipale	35	1 692 852	841 706
Organismes contrôlés et partenariats ¹	36	33 222	43 230
	37	2 339 478	1 270 711

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S15 et S23-1

**SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2020**

		2020
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	17 654 503
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	19 490 219

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

**SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2020**

		2020 Total consolidé	2019 Total consolidé
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4	277 821	297 265
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	11 029 238	10 904 199
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	8 504 439	8 504 439
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises ¹	7	4 646 051	5 489 622
Autres	8	455 670	475 707
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	9		
	10	24 913 219	25 671 232

1. Incluant les revenus futurs découlant des ententes conclues avec le Gouvernement du Québec.

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

**SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020**

		Réalizations 2019 Administration municipale	Budget 2020 Administration municipale	Réalizations 2020 Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	11	5 431 573	5 812 700	5 693 110	5 693 110
Compensations tenant lieu de taxes	12				
Quotes-parts	13				1 354 595
Transferts	14	242 625	964 400	721 229	739 538
Services rendus	15	187 779	143 200	144 079	413 213
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	16	483 177	190 500	421 921	511 848
Autres	17	160 535	75 000	188 822	200 824
	18	6 505 689	7 185 800	7 169 161	8 913 128
Investissement					
Taxes	19	237 667			
Quotes-parts	20				197 339
Transferts	21				
Autres	22	24 494		11 744	53 888
	23	262 161		11 744	251 227
	24	6 767 850	7 185 800	7 180 905	9 164 355

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2020	Réalizations 2020			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2020	2019
Administration générale	1	802 900	717 958	40 688	758 646	886 583	749 723
Sécurité publique							
Police	2	665 200	676 089	211	676 300	676 300	678 901
Sécurité incendie	3	474 100	579 627	1 428	581 055	1 011 046	899 757
Autres	4	23 700	36 036	27 943	63 979	723 194	739 611
Transport							
Réseau routier	5	929 400	737 695	943 396	1 681 091	1 681 091	1 842 757
Transport collectif	6	178 300	172 531		172 531	172 531	158 910
Autres	7						
Hygiène du milieu							
Eau et égout	8	558 000	529 082	209 974	739 056	1 429 845	1 229 761
Matières résiduelles	9	317 800	401 831		401 831	401 831	344 217
Autres	10	41 000	29 643		29 643	29 643	29 584
Santé et bien-être	11						
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	12	106 500	134 003		134 003	134 003	122 747
Promotion et développement économique	13	1 500	2 025		2 025	2 025	1 500
Autres	14	111 600	112 343		112 343	112 343	110 674
Loisirs et culture	15	291 700	303 644	13 095	316 739	316 739	297 408
Réseau d'électricité	16						
Frais de financement	17	598 700	595 316		595 316	670 759	665 570
Effet net des opérations de restructuration	18						
	19	5 100 400	5 027 823	1 236 735	6 264 558	8 247 933	7 871 120
Amortissement des immobilisations	20		1 236 735	(1 236 735)			
	21	5 100 400	6 264 558		6 264 558	8 247 933	7 871 120

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2020

	Réalizations 2019		Réalizations 2020		
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹	
Revenus d'investissement	1	262 161	11 744	239 483	251 227
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Immobilisations - Acquisition	2 (	1 566 582 )(	322 961 )(	792 230 )(	1 115 191)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 () () () ()
Financement à long terme des activités d'investissement	4	2 305 000	1 205 000	274 785	1 479 785
Affectations					
Activités de fonctionnement	5	111 959	1 767	57 446	59 213
Excédent accumulé	6	67 686	150 574	17 763	168 337
	7	918 063	1 034 380	(442 236)	592 144
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	8	1 180 224	1 046 124	(202 753)	843 371

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S14